

CAUSES DE NULLITE

Défaut de réponse à une demande ou à des conclusions

5ème chambre correctionnelle, 1er février 2017, N° 15/01509

La demande de production d'une écoute téléphonique étant sans objet dès lors que le dossier d'instruction porte mention de la remise de ce scellé et qu'il figure dans l'inventaire des pièces à conviction, le défaut de réponse explicite à cette demande ne saurait constituer un motif d'annulation du jugement. Par ailleurs, il résulte des articles 459 et 520 du Code de Procédure Pénale que le défaut de réponse à conclusions n'est pas une cause de nullité du jugement.

Manquement à l'obligation d'objectivité et d'impartialité

1ère C, 27 février 2018, RG 15/08354

En écrivant dans les motifs de son jugement : « *Madame X. prend plaisir à rappeler les circonstances douloureuses du décès du fils des demandeurs et de leur nuire en voulant culpabiliser un père endeuillé* », le premier juge, par l'utilisation de la terminologie « *prend plaisir* » a exprimé une appréciation morale personnelle qui est nécessairement extérieure à l'exigence d'objectivité et d'impartialité lui incombant et qui est de nature à affecter en conséquence la validité de la décision judiciaire. La nullité du jugement doit donc être prononcée.

Non respect du principe du contradictoire

Absence de cause grave justifiant la révocation de l'ordonnance de clôture

1ère A2, 13 mars 2007 RG 05.5713

Est nul en ce qu'il méconnaît le principe du contradictoire le jugement constatant la défaillance d'une partie, sans faire état de sa constitution postérieure à l'ordonnance de clôture, ni de ses conclusions tendant au rabat de cette ordonnance, dès lors que le juge était tenu de motiver sa décision en recherchant, comme il y était invité par les parties, si cette constitution tardive ne constituait pas une cause grave justifiant la révocation de l'ordonnance de clôture.

ERREUR MATERIELLE (AU CIVIL)

1^{ère} D, 2 juillet 2015, RG 14/02942

Il s'évince des dispositions de l'article 902 du code de procédure civile que la nullité de l'acte de signification n'est encourue qu'à défaut d'indication à l'intimé de devoir constituer avocat dans un délai de quinze jours à compter de celle-ci ou de devoir conclure dans le délai de l'article 909, sauf à s'exposer dans ce dernier cas à ce que ses écritures soient déclarées irrecevables.

Sauf à ajouter à ce texte, il n'y a aucune obligation à ce que soient reproduites les dispositions de l'article 909 précité.

Dès lors, le fait d'avoir reproduit les dispositions de l'article 910 relatives à l'intimé à un appel incident ou à un appel provoqué plutôt que celles de l'article 909 relatives à l'intimé à un appel principal, ne saurait caractériser une irrégularité de nature à avoir porté grief aux intimés et justifier ainsi de prononcer la nullité des actes de signification litigieux.

En effet, cette erreur matérielle n'a pu porter grief aux intimés, précisément informés qu'ils disposaient d'un délai de deux mois à compter de la notification des conclusions prises au nom de l'appelante pour conclure en cette qualité et former, le cas échéant, appel incident

Acquiescement à un arrêt

Conditions

1^{ère} A02, 14 mars 2006, RG 05/6054

S'il est possible d'acquiescer implicitement à un arrêt, l'acquiescement doit toujours être certain, c'est-à-dire résulter d'actes démontrant avec évidence et sans équivoque l'intention de la partie à qui on les oppose d'accepter les dispositions qui lui font grief.

Est par conséquent recevable la requête en rectification d'erreur matérielle relative au calcul de l'indemnité due, dès lors que le montant déjà versé est inférieur au montant dû rectifié, indépendamment du fait que les premiers versements aient été calculés sur la base du montant erroné, cette seule circonstance n'emportant pas nécessairement de sa part à l'arrêt déféré.

Mention du nom de l'avocat plaidant

Substitution

1^{ère} ch., sec. C, 28 septembre 2004, RG : 04/3842

L'arrêt ne peut être considéré comme affecté d'une erreur matérielle qu'il conviendrait de rectifier, dès lors que le plumeur de l'audience, signé par l'avocat présent ayant plaidé, mentionne le nom de Me Pierre X... sans précision de ce qu'il l'aurait fait aux lieu et place de Me Christelle X... désignée au titre de l'aide juridictionnelle et que cette substitution aurait été signalée.

Personne physique

Désignation par son nom d'épouse

1^{ère} ch., sec. A02, 8 février 2005, 1RG 03/05448

L'acte délivré à une femme mariée sous son nom d'épouse en méconnaissance des dispositions de l'article 4 de la loi du 6 fructidor an II et de la circulaire du 26 juin 1986 qui imposent aux fonctionnaires de désigner les concitoyens dans les actes par leurs noms patronymiques n'est affecté que d'une simple irrégularité de forme pour laquelle le législateur n'a pas prévu de sanction particulière, et qui n'est pas au surplus de nature à causer un quelconque grief à son destinataire qui justifierait sa nullité étant donné qu'il n'y a pu avoir aucune erreur sur sa personne.

Personne morale

Absence de mention du nom du syndic

1^{re} ch., sect. D, 3 sept. 2013, no 13/01904

Le défaut de désignation de l'organe représentant une personne morale peut être régularisé en tout état de cause jusqu'à ce que le juge statue, conformément à l'article 121 du Code de procédure civile et ne constitue qu'un vice de forme susceptible d'être couvert dans les conditions de

l'article susvisé. Aucune irrégularité n'est encourue au motif que le nom du syndic ne serait pas connu, laquelle constituerait une irrégularité de pure forme, exigeant l'établissement d'un grief.

C'est donc à bon droit qu'un syndicat des copropriétaires fait valoir que sa déclaration d'appel a été formée comme étant représenté en la personne de son syndic en exercice.

Le syndicat des copropriétaires, alors défendeur à l'action, n'avait pas besoin d'habilitation de son syndic, la défense incluant l'exercice des voies de recours au sens des dispositions de l'article 55 du décret du 17 mars 1967.

Erreur de dénomination

1^{ère} AO 2, 7 février 2006, RG : 04/4366

1L'action intentée contre une personne morale inexistante par confusion avec le nom d'une personne morale existante est recevable; cette erreur, alors qu'aucun doute n'est possible quant à l'identité du défendeur qui ne subit aucun grief, ne constitue qu'un vice de forme et non une irrégularité de fond. En l'espèce, le changement de forme sociale, s'il a pu être à l'origine d'une méprise de la part de l'appelant, n'a pu générer aucun doute quant à l'identité de l'intimé.

De plus, l'assureur décennal de l'entrepreneur principal est fondée à ce titre à se prévaloir de l'inexécution par le sous-traitant de l'inobservation de ses obligations contractuelles, est en droit d'appeler directement son assureur, en garantie des condamnations susceptibles d'être prononcées contre elle, et ce même dans le cadre d'un recours en garantie et indépendamment de la mise en cause de l'assuré lui-même. L'assignation en référé délivrée à l'assureur du sous-traitant a donc également interrompu la prescription.

Désignation d'un syndic par son enseigne

11 septembre 2007, RG 06/4919

Constitue une irrégularité de forme susceptible d'être couverte le fait de désigner, dans l'acte introductif d'instance, un syndic sous son enseigne et non sa raison sociale, la mention erronée ne pouvant s'assimiler au défaut

de pouvoir du représentant d'une personne morale dès lors que le syndic est effectivement le représentant légal du syndicat des copropriétaires et que l'irrégularité porte sur son nom et non sur son pouvoir.

ERREUR MATÉRIELLE (AU PENAL)

Définition

Chambre de l'instruction, 30 septembre 2015, RG 2015/00404

L'erreur matérielle au sens de l'article 710 du Code de Procédure Pénale, que le juge peut rectifier, s'entend d'un défaut de concordance entre motifs et dispositif de la décision ou encore d'une erreur de plume ou de calcul.

N'entre pas dans les prévisions de ce texte une requête invitant en réalité la chambre de l'instruction à considérer qu'un mémoire, dont il est constant qu'il n'a pas été reçu au greffe de cette chambre et n'a pas en conséquence été visé par le greffier comme le prescrit de manière impérative l'article 198 du Code de procédure pénale, serait recevable.

Requête présentée par l'avocat au seul nom d'un mineur

Irrecevabilité

Chambre de l'instruction, 8 octobre 2015, RG 2015/00669

Est irrecevable la déclaration de requête en saisine directe aux fins d'audition d'un mineur dès lors qu'elle a été formée par l'avocat au seul nom de l'intéressé, qui était encore mineur et n'avait pas la qualité juridique pour la présenter sur le fondement des articles 81, 82-1 et 186 du code de procédure pénale.

MODIFICATION D'OFFICE DE LA QUALIFICATION JURIDIQUE PROPOSEE PAR LES PARTIES

1^{ère} chambre, 1^{er} février 2011

Le fait pour le juge de substituer à l'article 1134 du Code civil les articles relatifs à la liquidation partage dans le cadre d'un litige concernant le partage d'un bien est conforme aux dispositions de l'article 12 du Code de procédure civile lui permettant de donner ou restituer leur exacte qualification aux faits et actes litigieux sans s'arrêter à la dénomination que les parties en auraient proposée.

OMISSION DE STATUER

2ème chambre, 25 Janvier 2011 - RG 10/08259

Selon l'article 464 du code de procédure civile, les dispositions de l'article 463 sur la réparation des omissions de statuer sont applicables si le juge s'est prononcé sur des choses non demandées ou s'il a été accordé plus qu'il n'a été demandé.

S'agissant d'une mesure de publicité, accessoire à la réparation du préjudice, aucune disposition légale n'autorise le juge à accorder d'office ce qui n'est pas demandé ; il ne lui est pas non plus possible, sauf à modifier l'objet du litige, d'aller au-delà de la prétention dont il est saisi.

REOUVERTURE DES DEBATS

1^{ère} A02, 6 juin 2006, RG : 05/3807

N'est pas recevable la demande de réouverture des débats sur simple demande écrite d'une partie formée à l'encontre d'un jugement faisant droit à une exception de connexité et ayant dessaisi le tribunal au profit de celui qui avait à connaître l'affaire connexe, quand bien même le tribunal aurait omis qu'il avait déjà été statué sur l'affaire connexe. La décision de dessaisissement ayant mis fin à l'instance, il appartenait au demandeur, soit d'en relever appel, soit de délivrer une nouvelle assignation.

ULTRA PETITA

Étendue de la saisine du juge et demande principale et subsidiaire à objets et fondements différents

2e ch., 5 nov. 2013, RG 12/05168,

En faisant droit aux deux demandes d'une assignation introductive d'instance, principale et subsidiaire, à fondements et objets différents, le tribunal de commerce a méconnu l'étendue de sa saisine, violé les dispositions des articles 4 et 5 du Code de procédure civile et statué *ultra petita*.

Modalités de publication du jugement

2ème chambre, 25 janvier 2011 – RG 10/08259

La cour d'appel statue *ultra petita* lorsqu'elle autorise aux frais de la partie perdante la publication d'un extrait de jugement de première instance et de l'arrêt à intervenir et prescrit une telle publication dans trois journaux et sur un site internet alors que la mesure de publicité sollicitée se limitait à la publication du seul arrêt à intervenir et exclusivement dans trois journaux ou revues.